



STOP AUX LICENCIEMENTS DANS LES CAUE 1000 EMPLOIS MENACES

L'ETAT VEUT LIQUIDER UNE INGÉNIERIE LOCALE ET GRATUITE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

**Rassemblement régional de salarié-es des CAUE d'Occitanie
TOULOUSE ce Mardi 9 décembre devant la Préfecture : 13h-16h**

**Conférence de presse 15h sur place
Demande de RDV en urgence au Préfet de Région et à la DRAC**

Un plan social national, organisé par l'État, vise les **1 000 emplois restants du réseau des CAUE** (Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement). Nos structures associatives, financées par une taxe sur la construction, conseillent gratuitement depuis 45 ans les habitants et élus locaux pour leurs projets.

On dénombre plus d'une centaine de postes supprimés en 2025 et 25 % d'effectifs perdus depuis 2023.

Après 34 ans d'existence, le CAUE de la Manche a été liquidé le 28 novembre avec le licenciement brutal de nos 14 collègues sans aucune considération pour leur travail d'intérêt public. Le CAUE de l'Orne et d'autres vont subir le même sort en 2026 si rien ne bouge. Partout les licenciements se multiplient.

Sous couvert d'une réforme fiscale de Bercy, portant sur notre financement, l'État souhaite en réalité liquider un maillon de proximité du service public de l'aménagement, qui conseille encore *gratuitement* habitants et élus locaux, en toute indépendance et avec une approche environnementale.

La responsabilité de l'État est **TOTALE** et malgré les multiples soutiens des CAUE (dont le milieu professionnel, certains Conseils départementaux, le Sénat ...), il n'y a toujours **aucune réponse des ministères concernés** sur le devenir de nos structures d'intérêt général !

A la veille des élections municipales de 2026, la fermeture de nos structures de conseil aux élus locaux est un symbole particulièrement méprisant envers les territoires ruraux, sous-dotés en ingénierie publique de proximité. C'est aussi une nouvelle attaque contre les services publics de l'environnement au sens large.

Ce mardi, un point presse sera organisé devant la Préfecture à 15h.

Nous expliquerons ce **scandale social et fiscal**, nos revendications et les derniers éléments sur notre mobilisation. Un courrier national a été adressé au Premier Ministre par Sophie Binet le 20 novembre.

Alors que le Ministère de la Culture organise à Paris « l'Observatoire 2025 de l'économie de l'architecture », nous serons mobilisés à Toulouse pour dénoncer notre liquidation programmée !

Après le soutien du Parlement, c'est le Sénat qui a voté largement le 03 décembre **POUR** une aide financière indirecte aux CAUE dans le PLF, malgré l'avis négatif du gouvernement ! L'Etat doit changer de cap !

